

trôle technique des spécialistes ; ils étudieront et exécuteront, de concert avec les représentants du pouvoir ouvrier, les plans de la politique économique socialiste.

III

Les Syndicats manifestaient déjà en temps de paix des tendances à former une Union internationale. Pendant les grèves, les capitalistes recouraient à la main-d'œuvre des pays voisins et aux services des « renards » étrangers. Mais avant la guerre l'Internationale syndicale n'avait qu'une importance secondaire. Elle s'occupait de l'organisation de secours financiers réciproques et d'un service de statistique concernant la vie ouvrière, mais elle ne cherchait pas à unifier la vie ouvrière parce que les Syndicats, dirigés par des opportunistes, faisaient leur possible pour se soustraire à toute lutte révolutionnaire internationale. Les leaders opportunistes des Syndicats qui, pendant la guerre, furent les serviteurs fidèles de la bourgeoisie dans leurs pays respectifs, cherchent maintenant à restaurer l'Internationale syndicale en en faisant une arme du capitalisme universel international, dirigée contre le prolétariat. Ils créent avec Jouhaux, Gompers, Legien, etc., un « Bureau de Travail » auprès de la « Ligue des Nations », qui n'est autre chose qu'une organisation de brigandage capitaliste international. Ils tâchent d'étouffer dans tous les pays le mouvement gréviste en faisant décréter l'arbitrage

obligatoire des représentants de l'Etat capitaliste. Ils cherchent partout à obtenir, à force de compromis avec les capitalistes, toutes espèces de faveurs pour les ouvriers capitalistes, afin de briser de cette manière l'union chaque jour plus étroite de la classe ouvrière. L'Internationale syndicale d'Amsterdam est donc la remplaçante de la 2^e Internationale de Bruxelles en faillite. Les ouvriers communistes qui font partie des Syndicats de tous les pays doivent, au contraire, travailler à la création d'un front syndicaliste international. Il ne s'agit plus de secours pécuniaires en cas de grève ; il faut désormais qu'au moment où le danger menacerait la classe ouvrière d'un pays, les Syndicats des autres pays, en qualité d'organisations des masses, prennent sa défense et fassent tout pour empêcher la bourgeoisie de leur pays de venir en aide à celle qui est aux prises avec la classe ouvrière. Dans tous les Etats, la lutte économique du prolétariat devient de plus en plus révolutionnaire. Aussi les Syndicats doivent-ils employer consciemment toute leur énergie à appuyer toute action révolutionnaire, tant dans leur propre pays que dans les autres. Ils doivent s'orienter dans ce but vers la plus grande centralisation de l'action, non seulement dans chaque pays à part, mais aussi dans l'Internationale ; ils le feront en adhérant à l'Internationale Communiste et en y fusionnant en une seule armée les divers éléments engagés dans le combat, afin qu'ils agissent de concert et se prêtent un concours mutuel.

Quand et dans quelles conditions peut-on créer des soviets de députés ouvriers ?

1. En Russie, les Soviets des députés ouvriers naquirent pour la première fois en 1905, au moment du grand enthousiasme du mouvement révolutionnaire des ouvriers russes. Déjà en 1905, le Soviet pétersbourgeois des députés ouvriers fit d'instinct ses premiers pas vers la conquête du pouvoir. A cette époque, le Soviet de la ville de Pétrograd était aussi fort que le lui permettaient les chances qu'il avait de parvenir au pouvoir politique. Mais, dès que la contre-révolution tsariste se fut raffermie et que le mouvement ouvrier eût diminué d'intensité, après une végétation de courte durée, le Soviet cessa complètement d'exister.

2. Lorsqu'en 1916, au début d'un nouvel et puissant effort révolutionnaire, l'idée naquit en Russie de créer promptement des Soviets de députés ouvriers, le Parti bolchevik prévint les ouvriers du danger que présentait la formation immédiate des Soviets en leur faisant remarquer qu'ils ne seraient opportuns que le jour où la Révolution aurait commencé. L'heure venue, de livrer combat pour le pouvoir.

3. Au début de la Révolution de février 1917, en Russie, les Soviets des députés ouvriers se transformèrent en Soviets de députés ouvriers et soldats. Bientôt ils entraînèrent dans la sphère de leur influence les plus vastes milieux des masses populaires, obtenant ainsi une autorité prépondérante, car la force réelle était de leur côté et entre leurs mains. Mais, lorsque la bourgeoisie libérale se remit de la surprise du premier choc de la Révolution, et que les traîtres socialistes-révolutionnaires et mencheviks facilitèrent à la bourgeoisie russe l'obtention du pouvoir, l'importance des Soviets ne tarda pas à baisser.

Ce n'est qu'après les journées de juillet et l'insuccès de l'attentat contre-révolutionnaire de Kornilov, que les grandes masses populaires se mirent en branle et que se produisit le krach du gouvernement contre-révolutionnaire des bourgeois-conciliateurs, que les Soviets des députés ouvriers s'épanouirent à nouveau et gagnèrent dans le pays une influence exclusive.

4. L'histoire des révolutions allemande et autrichienne l'a prouvé de même. Lorsque les masses de la population se soulevèrent et que le flot de la révolution ébranla les remparts de la monarchie des Hohenzollern et des Habsbourg, des Soviets de députés ouvriers et soldats se formèrent spontanément en Allemagne et en Autriche. Les premiers temps, la force fut de leur côté, et ils furent à la veille de prendre le pouvoir en fait. Mais, à peine le pouvoir eut-il penché, grâce à un enchaînement de circonstances historiques, vers la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires que l'on vit les Soviets dépérir, et peu à peu disparaître. Lors de l'infructueuse tentative contre-révolutionnaire de Kapp-Lutwitz, en Allemagne, des Soviets se reformèrent pour quelques jours ; mais sitôt la lutte terminée par une nouvelle victoire de la bourgeoisie et des traîtres-socialistes, ces Soviets qui venaient de dresser la tête, disparurent à nouveau.

5. Les faits précités prouvent que des prémisses déterminées sont nécessaires pour créer les Soviets. On ne pourra donc organiser des Soviets de députés ouvriers, et les transformer en Soviets de députés ouvriers et soldats, que lorsque seront réunies trois conditions précises, à savoir :

a) Enthousiasme révolutionnaire général dans les

milieux les plus vastes composés d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de toute la population laborieuse ;

b) Crise économique et politique poussée au point où le pouvoir échappe peu à peu des mains du gouvernement précédent ;

c) Lorsque dans les rangs des masses de travailleurs et, avant tout, dans ceux du Parti Communiste a mûri la ferme résolution d'engager une lutte décisive, systématique et d'après un plan arrêté, pour la conquête du pouvoir.

6. Au cas où ces conditions ne sont pas remplies, les communistes peuvent et doivent propager systématiquement et opiniâtrement l'idée des Soviets, la vulgariser dans les masses, démontrer aux plus profondes couches de la population que les Soviets constituent la seule forme gouvernementale correspondant aux besoins de la période de transition au communisme intégral. Mais, les conditions mentionnées n'étant pas remplies, il est impossible de procéder à l'organisation immédiate des Soviets.

7. Les tentatives des social-traitres allemands de faire entrer les Soviets dans l'engrenage constitutionnel démocrate-bourgeois constituent, au point de vue objectif, une trahison de la cause ouvrière. Les Soviets ne sont possibles que comme des organisations gouvernementales, qui se substituent à la démocratie bourgeoise, la brisent et la remplacent par la dictature ouvrière.

8. La propagande dirigée par les chefs Indépendants de la droite, tels que Hilferding, Kaustky et d'autres, en vue de prouver la compatibilité du système des Soviets avec l'Assemblée Constituante bourgeoise, témoigne d'une incompréhension totale des principes du développement de la révolution prolétarienne, ou bien du désir de tromper sciemment la classe laborieuse. Les Soviets signifient la dictature prolétarienne, et l'Assemblée Constituante, celle de la bourgeoisie. Accorder et concilier la dictature des ouvriers avec celle des bourgeois est une chose impossible.

Les Partis Communistes et le Parlementarisme

1. — La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine (à l'époque de la Première Internationale), à utiliser les parlements bourgeois pour la propagande. On envisageait la participation à l'œuvre parlementaire du point de vue du développement de la conscience de classe, c'est-à-dire de l'éveil, de l'hostilité des classes prolétariennes contre les classes dirigeantes. Cette manière d'envisager les classes avait cours, non sous l'influence d'une théorie, mais sous celle du progrès politique. Grâce à l'augmentation incessante des forces productrices et à l'élargissement du domaine de l'exploitation capitaliste, le capitalisme gagna beaucoup en solidité ; il en fut de même pour les Etats parlementaires.

C'est de là que tirent leur origine : l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative des Parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction de réformes dans les cadres du capitalisme, la

9. La propagande de quelques militants isolés de la gauche des indépendants allemands, proposant aux travailleurs un plan livrés et prématuré de « Système Soviétique » non rattaché au cours de la guerre civile, est le fait de doctrinaires qui ne font que distraire les travailleurs de la lutte authentique pour le pouvoir.

10. Les tentatives de groupes communistes isolés en France, en Italie, en Amérique et en Angleterre, pour fonder des Soviets n'embrassant pas les grandes masses ouvrières et ne pouvant pas les embrasser dans une lutte immédiate pour le pouvoir, ne font que nuire à la préparation efficace de la révolution soviétique. Ces Soviets artificiels, ces « fleurs de serre » se transforment, tout au plus, en petites sociétés ; au pis aller, ils ne peuvent que compromettre, aux yeux des vastes cercles de la population, l'autorité des Soviets.

11. Une situation spéciale s'est créée en Autriche, où la classe ouvrière a réussi à conserver des Soviets embrassant de grandes masses ouvrières. Cette situation rappelle celle de la Russie de février à octobre 1917. Les Soviets autrichiens constituent un facteur politique important et l'embryon d'un pouvoir nouveau.

Il va de soi que, dans cette situation, les communistes doivent participer au travail des Soviets, les aider à s'intéresser à toute la vie économique et politique du pays, y créer des fractions communistes et concourir de toutes façons à leur développement.

12. Sans révolution, les Soviets ne sont pas possibles. Sans révolution prolétarienne, les Soviets dégènerent en parodie.

Les Soviets authentiques des masses constituent une forme de dictature prolétarienne indiquée par l'Histoire même. Tous les partisans sérieux et sincères du pouvoir soviétique doivent appliquer prudemment l'idée soviétique ; en la propageant parmi les masses, ils ne devront procéder à la création immédiate des Soviets que lorsque les conditions mentionnées plus haut seront réunies.

prédominance du soi-disant programme minimum des partis socialistes, l'utilisation du programme maximum visant à un « but final » éloigné. C'est sur cette base que se développèrent ensuite les symptômes de la compétition parlementaire, de la corruption, de la trahison ouverte ou secrète des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière.

La Troisième Internationale considère le parlementarisme non du point de vue d'une nouvelle doctrine, mais par rapport à la transformation qui doit s'opérer dans le rôle du parlementarisme. A l'époque précédente le parlement, en qualité d'agent du capitalisme qui se développait, a joué dans une certaine mesure, un rôle historique important, il a marqué un progrès. Mais dans les conditions actuelles d'impérialisme à outrance le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violence et de bavardage énervant. Etant donné les armements, les vols, les violences, les destructions, les actes de brigandage causés par l'impérialisme, les réformes parlementaires du système en vigueur, dépourvues de stabilité, de plan rationnel, ont perdu toute importance pratique.